

F. 93 — 467

**28 FEVRIER 1993. — Arrêté royal
fixant le statut organique du Centre pour l'égalité des chances
et la lutte contre le racisme**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, notamment l'article 5;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 17 février 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 15 février 1993;

Vu le protocole n° 164 du 25 février 1993 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de permettre au Centre de fonctionner dès l'entrée en vigueur de la loi précitée au 1^{er} mars 1993 et d'assurer ainsi une transition entre le Commissariat royal à la politique des immigrés, dont la mission prend fin le 1^{er} mars 1993, et le Centre;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}, § 1^{er}. Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, ci-après dénommé « le Centre », est géré par un conseil d'administration, composé de :

- 8 membres d'expression française;
- 8 membres d'expression néerlandaise;
- 1 membre d'expression allemande.

§ 2. Les membres du conseil d'administration sont choisis en raison de leur compétence, leur expérience, leur indépendance et leur autorité morale.

Ils sont nommés par Nous, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur la proposition du Premier Ministre, en tenant compte de la condition fixée au § 3.

Parmi les membres du conseil d'administration, 7 membres sont proposés par les Exécutifs de Communauté et régionaux, sur une liste double, en tenant compte de la condition fixée au § 3, soit :

- 2 membres par l'Exécutif flamand;
- 1 membre par l'Exécutif de la Communauté française;
- 1 membre par l'Exécutif régional wallon;
- 2 membres par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, appartenant à un rôle linguistique différent;
- 1 membre par l'Exécutif de la Communauté germanophone.

§ 3. Pour chaque mandat à pourvoir, la candidature d'au moins un homme et une femme doit être présentée.

§ 4. Le président et le vice-président du conseil d'administration appartenant à un rôle linguistique différent, sont nommés par Nous, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, au sein du conseil d'administration.

§ 5. Le président, le vice-président et les membres du conseil d'administration sont nommés pour six ans. Leur mandat est renouvelable.

Lors de la première nomination des membres du conseil d'administration, la moitié des membres est désignée pour un terme de trois ans.

Art. 2. Le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration est fixé par celui-ci et approuvé par Nous.

Art. 3. Le montant des jetons de présence et frais de parcours attribués aux président, vice-président et membres du conseil d'administration est fixé par Nous.

N. 93 — 467

**28 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit
tot vaststelling van het organiek statuut van het
Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 februari 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 15 februari 1993;

Gelet op het protocol nr. 164 van 25 februari 1993 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de noodzaak om het Centrum te laten werken vanaf de inwerkingtreding van de voormelde wet op 1 maart 1993 en ten einde een overgang te waarborgen tussen het Koninklijk Commissariaat voor het migrantenbeleid, waarvan de opdracht eindigt op 1 maart 1993, en het Centrum;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1, § 1. Het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, hierna « het Centrum » genoemd, wordt beheerd door een raad van bestuur die is samengesteld uit :

- 8 nederlandstalige leden;
- 8 franstalige leden;
- 1 duitstalig lid.

§ 2. De leden van de raad van bestuur worden gekozen omwille van hun deskundigheid, hun ervaring, hun onafhankelijkheid en hun moreel gezag.

Zij worden door Ons benoemd, bij in Ministerraad overlegd besluit, op voorstel van de Eerste Minister, rekening houdend met de voorwaarde bepaald in § 3.

Uit de leden van de raad van bestuur, worden 7 leden voorgedragen door de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, op een dubbele lijst, rekening houdend met de voorwaarde bepaald in § 3, hetzij :

- 2 leden door de Vlaamse Executieve;
- 1 lid door de Franse Gemeenschapsexecutieve;
- 1 lid door de Waalse Gewestexecutieve;
- 2 leden door de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die elk tot een verschillende taalrol behoren;
- 1 lid door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

§ 3. Voor elk toe te kennen mandaat, dient de kandidatuur van minstens één man en één vrouw voorgedragen te worden.

§ 4. De voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur, die elk tot een verschillende taalrol behoren, worden door Ons benoemd, bij in Ministerraad overlegd besluit, in de schoot van de raad van bestuur.

§ 5. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de raad van bestuur worden benoemd voor zes jaar. Hun mandaat kan worden hernieuwd.

Bij de eerste benoeming van de leden van de raad van bestuur wordt de helft van de leden aangeduid voor een termijn van drie jaar.

Art. 2. Het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur wordt door deze raad vastgesteld en door Ons goedgekeurd.

Art. 3. Het bedrag van de presentiegelden en reiskosten toegekend aan de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de raad van bestuur wordt door Ons vastgesteld.

Art. 4. § 1^{er}. Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement du Centre et à l'exécution de ses missions.

Il établit le projet de budget et définit les besoins en personnel du Centre dans les limites des crédits disponibles.

Dans ce cadre, il établit notamment l'organigramme et fixe, par fonction, une analyse de fonction détaillée et un profil de compétence, dans un délai de trois mois à partir de son installation.

§ 2. Il peut déléguer certains pouvoirs au directeur et au directeur adjoint.

Ces délégations sont limitées dans le temps et peuvent être retirées à tout moment par le conseil d'administration.

En cas d'urgence, le directeur peut prendre toute décision qui s'avère nécessaire dans le cadre des missions et du fonctionnement du Centre.

Cette décision doit faire l'objet d'une communication écrite dans les cinq jours au président du conseil d'administration et est inscrite d'office à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration.

Art. 5. § 1^{er}. La gestion journalière du Centre est confiée à un directeur et un directeur adjoint, appartenant à un rôle linguistique différent.

Le directeur et le directeur adjoint assistent aux délibérations du conseil d'administration, avec voix consultative;

Le directeur est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration et assure le secrétariat de ce conseil.

§ 2. Le directeur et le directeur adjoint sont nommés par Nous, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un mandat de six ans, renouvelable, sur avis motivé du conseil d'administration.

La vacance d'emploi est annoncée par avis au *Moniteur belge*. Cet avis invite les candidats à faire valoir leurs titres et fixe le délai pour le dépôt des candidatures.

Le Premier Ministre transmet les candidatures au conseil d'administration qui doit donner son avis dans un délai de quinze jours, prenant cours le jour où les candidatures lui ont été transmises.

Si l'avis n'a pas été donné dans le délai fixé à l'alinéa précédent, il n'est plus requis.

Art. 6. Pour l'exécution de ses missions, le Centre dispose de personnel engagé par contrat.

Le personnel est engagé dans les limites des crédits disponibles sur la base des analyses de fonction visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéas 2 et 3.

Le conseil d'administration, ou le directeur ayant reçu délégation, décide de ces engagements, sur l'avis favorable du commissaire du gouvernement.

Art. 7. Sur la base de l'organigramme et des analyses de fonction visés à l'article 4, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, le cadre organique et le cadre linguistique du personnel sont fixés par Nous.

Art. 8. Du personnel des administrations de l'Etat, des Communautés et des Régions peut être mis à la disposition du Centre, à sa demande, sur l'avis favorable du commissaire du gouvernement.

Les agents de l'Etat sont mis à la disposition du Centre dans le respect des conditions fixées par l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission, modifié par les arrêtés royaux des 2 décembre 1971, 2 avril 1979 et 19 septembre 1991.

Les agents des services des Exécutifs des Communautés et des Régions sont mis à la disposition du Centre selon les règles de leur statut qui régissent les missions.

Art. 9. Auprès du Centre, est nommé par Nous un commissaire du gouvernement.

Le commissaire du gouvernement exerce un contrôle sur toutes les décisions à incidence budgétaire ou financière et est invité à cet effet à assister aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Le commissaire du gouvernement peut, dans les quatre jours francs, interjeter un appel motivé auprès du Premier Ministre contre toute décision à incidence budgétaire ou financière qu'il estime être contraire à la loi ou au présent arrêté.

Cet appel est suspensif. Si dans un délai de dix jours francs commençant à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été fixée, pour autant que le commissaire du gouvernement y ait

Art. 4. § 1. De raad van bestuur beschikt over alle bevoegdheden, die voor de werking en de uitvoering van de opdrachten van het Centrum vereist zijn.

Hij maakt het ontwerp van begroting op en bepaalt de behoeften aan personeel van het Centrum, binnen de beschikbare kredieten.

Binnen dit kader stelt hij inzonderheid het organogram op en bepaalt hij, per functie, een gedetailleerde functiebeschrijving en een deskundigheidsprofiel, binnen een termijn van drie maanden na zijn aanstelling.

§ 2. Hij kan bepaalde bevoegdheden overdragen aan de directeur en aan de adjunct-directeur.

Deze delegaties zijn in de tijd beperkt en kunnen op elk ogenblik door de raad van bestuur ingetrokken worden.

Bij hoogdringendheid kan de directeur elke beslissing nemen die nodig blijkt in het kader van de opdrachten en de werking van het Centrum.

Deze beslissing dient binnen de vijf dagen schriftelijk te worden medegedeeld aan de voorzitter van de raad van bestuur en wordt ambtshalve op de agenda geplaatst van de eerstvolgende raad van bestuur.

Art. 5. § 1. Het dagelijks bestuur van het Centrum wordt toevertrouwd aan een directeur en een adjunct-directeur, die elk tot een verschillende taalrol behoren.

De directeur en de adjunct-directeur wonen de beraadslagingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

De directeur is belast met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en verzekert het secretariaat van deze raad.

§ 2. De directeur en de adjunct-directeur worden voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar door Ons benoemd, bij in Ministerraad overlegd besluit, op gemotiveerd advies van de raad van bestuur.

De vacante betrekking wordt door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Dit bericht nodigt de kandidaten uit om hun aanspraken uiteen te zetten en stelt de termijn voor het indienen van de candidaturen vast.

De Eerste Minister maakt de candidaturen over aan de raad van bestuur die een advies moet uitbrengen binnen een termijn van vijftien dagen, ingaande op de dag waarop de candidaturen aan de raad werden overgemaakt.

Indien het advies niet werd verstrekt binnen de in het voorgaande lid vastgestelde termijn, is het niet meer vereist.

Art. 6. Voor het vervullen van zijn opdrachten beschikt het Centrum over personeel dat bij overeenkomst wordt aangeworven.

Het personeel wordt binnen de beschikbare kredieten aangeworven op basis van de functiebeschrijvingen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede en derde lid.

De raad van bestuur of de directeur die delegatie heeft ontvangen, beslist over deze aanwervingen, op gunstig advies van de Regeringscommissaris.

Art. 7. Het personeelskader en het taalkader worden door Ons vastgesteld, op basis van het organogram en de functiebeschrijvingen, bedoeld in artikel 4, § 1, tweede en derde lid.

Art. 8. Op vraag van het Centrum zelf, kan personeel van de administraties van het Rijk, de Gemeenschappen en de Gewesten ter beschikking worden gesteld van het Centrum, na gunstig advies van de Regeringscommissaris.

Het rijkspersoneel wordt ter beschikking gesteld van het Centrum onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 december 1971, 2 april 1979 en 19 september 1991.

Het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven wordt ter beschikking gesteld van het Centrum volgens de bepalingen van hun statuut die de opdrachten regelen.

Art. 9. Bij het Centrum wordt door Ons een Regeringscommissaris benoemd.

De Regeringscommissaris zal toezicht hebben op alle beslissingen met budgettaire of financiële weerslag en zal daartoe uitgenodigd worden de vergaderingen van de raad van bestuur bij te wonen, met raadgevende stem.

De Regeringscommissaris kan, binnen de vier vrije dagen, een gemotiveerd beroep instellen bij de Eerste Minister tegen elke beslissing met een budgettaire of financiële weerslag die hij in tegenspraak acht met de wet of dit besluit.

Dit beroep werkt schorsend. Indien binnen de termijn van tien vrije dagen te rekenen vanaf de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de Regeringscommissaris de vergadering

assisté, et dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance, le Premier Ministre n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive.

Le directeur est informé de la suspension.

Cette période de dix jours peut être, par une décision du Premier Ministre, notifiée au directeur, prorogée de cinq jours.

L'annulation de la décision est notifiée au directeur par le Premier Ministre.

Les suspensions et les décisions du Premier Ministre sont portées immédiatement à la connaissance des membres du conseil d'administration.

Art. 10. Les moyens de financement du Centre sont constitués d'un crédit inscrit au Budget général des dépenses — section 11 — « Services du Premier Ministre ». Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement du Centre.

Dans la mesure requise pour l'accomplissement de ses missions, le Centre est autorisé :

- à recevoir des donations et legs;
- à recevoir le produit d'activités;
- à acquérir ou à aliéner des biens meubles ou immeubles.

En cas de dissolution du Centre, l'actif net, meubles et immeubles, sera remis à l'Etat.

Art. 11. Le Premier Ministre met à la disposition du Centre le matériel dont disposait le Commissariat royal à la politique des immigrés, en exécution de l'article 6 de l'arrêté royal du 7 mars 1989 portant nomination d'un commissaire royal et d'un commissaire royal adjoint à la politique des immigrés.

Art. 12. Le Premier Ministre met à la disposition du Centre les agents contractuels subventionnés dont disposait le Commissaire royal et le Commissaire royal adjoint à la politique des immigrés, conformément à l'arrêté royal du 28 février 1993 autorisant le Commissariat royal à la politique des immigrés à engager des contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel.

Art. 13. Jusqu'à l'exécution des articles 4, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, 5, § 2, 6, 7 et 8, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1993, le Premier Ministre peut continuer à mettre à la disposition du Centre les moyens en personnel dont disposait le Commissariat royal à la politique des immigrés, en exécution de l'article 6 de l'arrêté royal du 7 mars 1989 précité.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1993.

Art. 15. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 28 février 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Lé Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 468

25 JANVIER 1993. — Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

Le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 12, 4^e, modifié par les lois du 24 décembre 1963, du 8 avril 1965 et du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pris en exécution de l'article 152, § 1^{er}, de la

bijwoonde, en, in het tegenovergesteld geval, vanaf de dag waarop hij er kennis van heeft gekregen, de Eerste Minister de nietigverklaring niet heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief.

De directeur wordt op de hoogte gebracht van de schorsing.

Bij aan de directeur betekende beslissing van de Eerste Minister kan die periode van tien dagen met vijf dagen worden verlengd.

De nietigverklaring van de beslissing wordt door de Eerste Minister aan de directeur betekend.

De schorsingen en de beslissingen van de Eerste Minister worden aan de leden van de raad van bestuur onverwijld ter kennis gebracht.

Art. 10. De financieringsmiddelen van het Centrum bestaan uit een op de Algemene Uitgavenbegroting — sectie 11 — « Diensten van de Eerste Minister » ingeschreven krediet. Dit krediet wordt bestemd voor het dekken van de uitgaven voor personeel, werking en uitrusting van het Centrum.

In zover zulks vereist is voor het vervullen van zijn opdrachten, wordt het Centrum gemachtigd :

- om schenkingen of legaten te ontvangen;
- om de opbrengsten uit activiteiten te ontvangen;
- om roerende of onroerende goederen te verkrijgen of te vervreemden.

In geval van ontbinding van het Centrum, zullen de netto activa, roerende en onroerende goederen, overgemaakt worden aan de Staat.

Art. 11. De Eerste Minister stelt het Centrum het materieel ter beschikking waarover het Koninklijk Commissariaat voor het migrantenbeleid beschikte, in uitvoering van artikel 6 van het koninklijk besluit van 7 maart 1989 tot benoeming van een Koninklijk Commissaris en een Adjunct Koninklijk Commissaris voor het migrantenbeleid.

Art. 12. De Eerste Minister stelt het Centrum de gesubsidieerde contractuele personeelsleden ter beschikking waarover de Koninklijk Commissaris en de Adjunct Koninklijk Commissaris voor het migrantenbeleid beschikten, overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 februari 1993 waarbij het Koninklijk Commissariaat voor het migrantenbeleid gemachtigd wordt contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel.

Art. 13. Tot de uitvoering van de artikelen 4, § 1, tweede en derde lid, 5, § 2, 6, 7 en 8, en ten laatste tot 31 december 1993, kan de Eerste Minister het Centrum de personeelsmiddelen ter beschikking stellen waarover het Koninklijk Commissariaat voor het migrantenbeleid beschikte, in uitvoering van artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 7 maart 1989.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1993.

Art. 15. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 28 februari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 468

25 JANUARI 1993. — Verordening tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

Het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 12, 4^e, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963, 8 april 1965 en 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, genomen ter uitvoering van